

# attendait le père Noël ?

L'Algérie, faut-il le souligner, n'a pas vocation à jouer ce rôle. Peuplée, bientôt, de 40 millions d'habitants, elle aspire à utiliser ses ressources naturelles et humaines pour déclencher, le plus rapidement possible, le décollage après lequel elle court depuis la faillite de 1986 et la dislocation de son tissu industriel,

1961. Se disant «réformiste, partisan de la reconnaissance, par étapes, des faits et des exactions commises par la colonisation» (relevez l'euphémisme), l'historien finit par expliquer que le grand fossé existant entre Algériens et Français réside en ce que «les premiers lisent l'Histoire par le commencement et que

**Mais encore une fois, ce n'est pas la personne qui fait problème, c'est la politique de l'Etat français vis-à-vis de l'Algérie, passé, présent et avenir, qui est en débat.**

tramée quelque part, dans les cercles qui ne pouvaient, alors, supporter que l'Algérie, sous la conduite du président Houari Boumediène, fût sur le point de parachever son indépendance politique par une indépendance économique, tenue pour proche et sûre.

Certes, le projet Renault va susciter des industries périphériques génératrices d'emplois et de transfert de technologie, mais on se demande si son dimensionnement et son rayonnement sur la région ont fait l'objet d'études fiables, de sorte que l'entreprise, une fois mise en service, ne fasse pas doublon avec celle implantée au Maroc et ne soit pas contrariée, en termes de rentabilité, par l'étroitesse de son marché.

La visite-éclair de Jean-Marc Ayrault, la semaine dernière, à Rabat, n'a-t-elle pas eu pour but de rassurer le Palais, là-dessus, ainsi que sur le Sahara occidental, un conflit sur lequel la position de la France n'a pas varié d'un iota ?

Là aussi, c'est le souci de l'équilibre qui prévaut, une constante dans la politique française, sous tous les régimes, de droite comme de gauche.

Comme quoi, les présidents et les gouvernements qui se succèdent à l'Elysée et à Matignon agissent, dans une parfaite continuité, dans le sens des orientations inspirées par les grands corps de l'Etat dépositaires de l'Histoire séculaire de la France et de «sa grandeur».

Une réalité sensible et perceptible, depuis toujours, et sur laquelle Benjamin Stora vient de faire des aveux révélateurs dans l'interview qu'il a accordé, le 15 décembre dernier, à *El Watan*, levant le voile sur les intentions de François Hollande à propos du deuxième dossier que traiteront Algériens et Français, lors de cette visite, à savoir le dossier de la mémoire.

Il déclare, en effet, «qu'il y a un groupe (en France) dont on ne parle pas beaucoup et qui est très puissant, c'est l'institution militaire. Il ne faut pas oublier que près de 2 millions de soldats (français) sont allés en Algérie... et qu'à l'intérieur de ce grand groupe, une partie des gens reste attachée au nationalisme français qui s'est bâti au temps de l'Empire colonial et pas sur les principes républicains portés par la Révolution» et il conclut par une confidence qui a tout l'air d'être un effet d'annonce : un chef d'Etat s'attache à reconnaître un passé douloureux, mais, aussi, veille à rassembler une nation et à ne pas entretenir de fractures... entendez, par là, que François Hollande est prisonnier de ce groupe et qu'il ne peut aller au-delà du minimum consenti, dernièrement, au sujet des massacres commis par Maurice Papon sur les quais de la Seine le 17 Octobre

les seconds la lisent par la fin».

En clair, il nous dit qu'il ne faut pas s'attendre à grand-chose de cette visite d'Etat parce qu'il n'entre pas dans les intentions du président Hollande «d'entretenir des fractures» et qu'il est dans une indisposition qui ne lui permet de se brouiller, ni avec l'armée, ni avec la droite, ni avec les ex-pieds-noirs et qu'il ne saurait faire plus qu'il n'a déjà accompli.

On est donc, maintenant, édifié : les Algériens doivent se contenter de la politique des petits pas, applaudissant à un lancer de fleurs sur la Seine, par-ci, s'ébaubissant devant un hommage sélectif et tardif rendu à Maurice Audin, par-là, les enfumés du Dahra, les chaulés de Guelma, les défenestrés de Massu, les pendus d'Aussaresses et les guillotinés de la Casbah de Constantine et de Barberousse d'Alger ainsi que les victimes des massacres collectifs de Kherrata, de Setif et de Skikda devront prendre leur mal en patience et attendre que Paris daigne se rappeler de leur supplice dû à une politique coloniale génocidaire, sciemment conçue, sciemment exécutée et sciemment niée.

Et puis, qu'est-ce que ce sempiternel marchandage : «faites votre travail de mémoire, nous ferons le nôtre», ce détestable parallélisme des formes sophistes auquel Stora, malgré ses mea-culpa, revient avec obstination !

Et pourtant, il est bien placé pour savoir que s'il y a une avancée remarquable opérée dans le travail mémoriel, c'est bien du côté algérien qu'elle s'est effectuée, particulièrement, à la faveur de la célébration du cinquantenaire de l'Indépendance qui a enregistré, à ce sujet, une production d'œuvres de l'esprit sans précédent.

Les premières assises de la littérature algérienne organisées, dernièrement, à l'initiative de l'Université d'Alger 2 ont été, à cet égard, très probantes. Les nombreux écrivains et chercheurs de plusieurs universités algériennes et étrangères comme Afifa Brerhi, Mohamed

**La visite-éclair de Jean-Marc Ayrault, la semaine dernière, à Rabat, n'a-t-elle pas eu pour but de rassurer le Palais, là-dessus, ainsi que sur le Sahara occidental, un conflit sur lequel la position de la France n'a pas varié d'un iota ?**

Sari, Ratiba Guidoum, Ahmed Menour, Elisabetta Bevilacqua, Kaddour M'Hamsadji, Aboulkacem Saadallah, Maïssa Bey, Mohamed Meflah, Rabia Djalti, Amine Zaoui, Yamilé Guebalou, Mohamed Magani, Djamel Mati, Ahmed Bedjaoui, le signataire de ces lignes et bien d'autres, invités à communiquer sur



le thème de «la littérature et de l'Histoire», ont compulsé et mis à jour de précieuses informations sur l'apport du roman, du théâtre et du cinéma à la connaissance approfondie des innombrables séquences qui ont jalonné les combats de la Nation algérienne pour sa libération.

Les colloques organisés par la société civile et les contributions qui paraissent, à profusion, depuis une année, dans les

cri et accordera-t-il son intime conviction avec ses actes en faisant de sa première visite d'Etat, à l'étranger, un événement qui restera dans les annales ?

A première vue et, selon les déclarations de son «porte-parole officiel», Benjamin Stora, la réponse est non !

Alors, le voyage ne sera-t-il, en fin de compte, qu'une péripétie, à la limite, commerciale et sécuritaire, dans une relation, en dents de scie, où le froid

**Fournisseur et client de l'Algérie de premier plan (un volume d'affaires de 10 milliards de dollars/ an dans les deux sens), l'Hexagone peine encore à reconnaître le bien-fondé de l'ambition de notre pays d'accéder au statut de puissance industrielle et le mesure, seulement, à l'aune d'un marché fonctionnant sur la base d'une sorte de deal imposé : énergie contre biens de consommation, formation contre culture et langue, immigration contre commerce, un pacte néocolonial qui ne dit pas son nom.**

colonnes de la presse nationale sont, là, pour confirmer cette fulgurante percée qui est toute faite pour réconcilier le peuple algérien et sa jeunesse avec leur Histoire. Reste que pour reconstituer l'ensemble de ses pans, les auteurs ont besoin que leur soient restituées les archives écrites et audiovisuelles qui s'y rapportent.

Toute la société élève la voix pour dire : «Rendez-nous notre mémoire pour faire le deuil de la perte de la moitié de

prend, à chaque fois, le dessus sur le chaud, accentué par les bruits de bottes que la partie française tient, coûte que coûte, à faire entendre du côté de Bamako, en usant de pressions «amicales» pour que l'Algérie s'aligne, malgré elle, sur l'option militaire arrêtée à Paris ?

Raison d'Histoire et raison d'Etat ne faisant pas bon ménage, en politique, il est à craindre qu'à part la signature habituelle de quelques contrats, aussi mirifiques soient-ils, l'on ne donne pas tort, encore une fois, aux pythies qui prédisent un voyage protocolaire... sans plus.

B. M.

**P. S.1** : Lire absolument le dernier numéro de *Réflexions et perspectives*, la revue de l'Université d'Alger 2, sur le cinquantenaire de l'Indépendance, coordonnée par Afifa Brerhi.

**P. S. 2** : En ces semaines riches en manifestations cinématographiques et audiovisuelles liées au même événement, je voudrais rappeler, ici, le souvenir et les services que la défunte Malika Touili a rendus à la Télévision algérienne et, en particulier, à l'émission Télé-Ciné-Club dont elle fut la pionnière à la RTA.